



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC  
AUX FINS D'EXPLOITATION D'UNE ACTIVITE DE VENTE  
D'ARTICLES DE SOUVENIRS, JOUETS, CARTES POSTALES  
**AVENANT N° 1**

ENTRE :

LA VILLE DE ROYAN représentée par son Député-Maire en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 14 avril 2014 intervenue pour l'application des articles L.2122.22 et L.2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités de délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au profit du Maire, rendue exécutoire le 16 avril 2014 compte tenu de l'accomplissement des formalités légales, lui-même représenté par Monsieur Patrick MARENGO, Premier Adjoint au Maire, en vertu de l'arrêté ASG n° 14.0689, en date du 17 avril 2014, lui portant délégation de fonctions et de signature, rendu exécutoire le 17 avril 2014, compte-tenu de l'accomplissement des formalités légales,

ci-après désignée « *la Ville* »

D'UNE PART,

ET :

LA SARL CC, Société à Responsabilité Limitée, au capital de 3.000 euros, régulièrement immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de SAINTES (17), sous le n° B 791 595 358, dont le siège social est situé - GALERIES BOTTON - 1 boulevard de la Grandière à ROYAN (17200), dûment représentée par Monsieur Cédric MATERRA, gérant,

ci-après désignée « *le Bénéficiaire* »

D'AUTRE PART,

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Une Convention d'occupation temporaire du domaine public a été conclue le 25 avril 2014 entre la Ville de Royan et la SARL CC, représentée par Monsieur Cédric MATERRA, autorisant celui-ci à exploiter une activité de vente d'articles de souvenirs, de jouets et de cartes postales, sur le stand n° 13 du site des Galeries BOTTON, boulevard de la Grandière à Royan, pour une durée de douze ans.

L'article 9 "Redevances et modalités de paiement" comporte une erreur sur le montant du loyer de l'année 2014. Le présent avenant a donc pour objet de modifier cet article.

ARTICLE 1 :

L'article 9, alinéa 2, rédigé initialement comme suit :

"Le *Bénéficiaire* s'engage, pendant toute la durée de la convention, à verser une redevance annuelle d'occupation d'un montant de cinq mille cent quarante-quatre euros et quatre-vingt-neuf centimes (5.144,89 euros) (loyer 2014). Le paiement de cette redevance sera révisable chaque année. La redevance sera révisée de plein droit et sans formalité à partir du 01 avril 2015 pour la première fois, par application de la formule suivante :

$$R = \frac{Ro \times Icc}{I}$$

Dans laquelle :

R est le montant de la somme révisée,  
Ro le montant de la somme en vigueur à la date de révision,  
Icc l'indice INSEE du coût de la construction du deuxième trimestre de l'année N-1 publié à la date de la révision,  
I la valeur de ce même indice au deuxième trimestre de l'année N-2."

est remplacé par :

"Le *Bénéficiaire* s'engage, pendant toute la durée de la convention, à verser une redevance annuelle d'occupation d'un montant de cinq mille cent soixante-quatre euros et cinquante-quatre centimes (5 164,54 €) (loyer 2014). Le paiement de cette redevance sera révisable chaque année. La redevance sera révisée de plein droit et sans formalité à partir du 1<sup>er</sup> avril 2015 pour la première fois, par application de la formule suivante :

$$R = Ro \times Icc$$

Dans laquelle :

R est le montant de la somme révisée,  
Ro le montant de la somme en vigueur à la date de révision,  
Icc l'indice INSEE du coût de la construction du deuxième trimestre de l'année N-1 publié à la date de la révision,  
I la valeur de ce même indice au deuxième trimestre de l'année N-2."

ARTICLE 2 : Les autres termes de la convention demeurent inchangés.

Fait à ROYAN, le 10 juin 2014  
en trois (3) exemplaires originaux

*Le Bénéficiaire,*

Pour la Ville de ROYAN  
Pour le Député-Maire et par délégation,  
Le Premier Adjoint,

Cédric MATTERA

Patrick MARENCO

Certifié exécutoire  
En vertu de l'article L.2131-3  
du Code Général des Collectivités  
Territoriales  
le 25 juin 2014